



Jeudi 28 juin 2018

« Journée de revendications et de mobilisations »

Réunies le 12 juin 2018, les organisations syndicales et de jeunesse CGT, FO, UNEF, UNL et FIDL, rejointes depuis par SUD-Solidaires, ont apporté leur soutien aux étudiants et aux travailleurs, actifs, chômeurs ou retraités, du secteur public comme privé, mobilisés pour la défense de leurs droits et l'aboutissement de leurs revendications.

Emmanuel Macron et le gouvernement ne perdent décidément pas de temps. Pas une semaine ne passe sans qu'un ministre annonce une nouvelle mesure contre les garanties collectives et acquis des salariés. Ces mesures s'accompagnent d'une redistribution de richesses à une minorité de privilégiés. Les 500 Français les plus fortunés possèdent déjà 571 milliards d'euros de patrimoine, soit 117 milliards de plus que l'année dernière !

Macron et Delevoye, son homme de main, travaillent ainsi à imposer la retraite par points en 2019, pour casser l'ensemble des régimes de retraite actuelles et obtenir la baisse des pensions. Macron veut baisser brutalement les allocations et les aides sociales, à propos desquelles il déclare « on met trop de pognon ». Trop de pognon pour qui ? La propagande gouvernementale est une chose, mais elle ne peut cacher qu'il n'y a jamais eu autant de dizaines de milliards d'euros du budget de l'Etat donnés aux patrons, banquiers et actionnaires, via le CICE et autres dispositifs, alors que ces mêmes patrons licencient comme chez Carrefour !

Comme pour les cheminots, la défense des conventions collectives, des instances représentatives du personnel (CAP, CHSCT), des statuts et des garanties collectives doivent être une priorité pour tous les salariés. La défense des services publics et des entreprises publiques est aussi une nécessité alors que le gouvernement entend les privatiser comme Aéroports de Paris, Engie ou la Française des Jeux. Le projet « Action Publique 2022 » prévoit de transférer au privé, voire d'abandonner, des missions de service public avec un plan de départs « volontaires » de 120 000 agents et le remplacement des fonctionnaires protégés par un statut par des contractuels sans protection, à l'image de ce que le gouvernement veut faire subir aux cheminots. Cette politique anti- sociale vient aussi de se traduire dans la mascarade de ce qui a été appelé « rendez-vous salarial », et qui a accouché d'un nouveau gel du point d'indice !

La fusion INRA-IRSTEA s'inscrit complètement dans ce processus : loin de la « Science » dont se revendiquent Ministères et PDGs, ce sont bien des économies d'échelle qui sont recherchées, et en premier lieu sur le dos des personnels d'appui et des gestionnaires d'unité.

Notre volonté est de créer au niveau interprofessionnel le rapport de force qui permettra de faire entendre nos revendications et de stopper la mécanique infernale des mesures régressives. L'union fait la force et seule la mobilisation du plus grand nombre de salariés sera à même d'inverser les choses. Cela nécessite de se battre ensemble sur des revendications vitales pour l'égalité des droits, un salaire décent et la défense des salariés :

- Refus de la retraite par points, défense des régimes de retraite par répartition et des régimes particuliers, dont celui des fonctionnaires, compensation des temps partiels subis et des périodes incomplètes subies par les femmes
- Hausse des salaires et pensions, retrait de la hausse de la CSG sur toutes les pensions
- Retrait de la réforme du baccalauréat et de l'accès à l'université. Libre inscription à l'université de son choix pour tous.
- Défense des conventions collectives, des statuts, rétablissement de la hiérarchie des normes, Abrogations des ordonnances Macron et El Khomri, pour le retour à un code du travail protecteur des salariés

- Maintien des instances représentatives du personnel, à commencer par le CHSCT, et des prérogatives des CAP en matières d'avancements et de mobilités
- Moratoire immédiat sur la fusion INRA-IRSTEA

Ce rapport de force se prépare avec les salariés dans toutes les entreprises et les services publics, avec les retraités, les jeunes et les privés d'emploi. Il n'exclut aucune forme que nécessitera la mobilisation pour arracher les revendications, rassemblements, blocages, manifestations, grève et TOUS ENSEMBLE. Si l'on veut faire céder Macron, c'est bien le blocage des activités économiques du pays à préparer.

La CGT-INRA appelle les personnels à se saisir de la journée nationale de mobilisation du 28 juin comme une étape avant les vacances d'été pour aider à construire la mobilisation interprofessionnelle massive et prolongée nécessaire pour en finir avec la politique de Macron et du patronat.

Participez à toutes les initiatives unitaires, manifestations, rassemblements, décidées à Paris et en région pour le 28 Juin.*

Le 28 juin, réunissons-nous, discutons et préparons les conditions du rapport de force qui permettra de faire entendre nos revendications et de stopper la mécanique infernale des mesures brutales du gouvernement et du patronat.

Préparons- nous à frapper fort une bonne fois pour toutes... pour gagner !

*Un préavis de grève a été déposé au niveau du Ministère pour couvrir tous les agents décidant de partir en grève.

Solidaires, déterminés, engagés : Rejoignez-nous !



Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.

Bulletin de contact et de syndicalisation

Prénom :

Nom :

Unité :

Adresse mail :

Téléphone :

Syndicat National CGT-INRA RD 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole